

Pipe-line du Nord—Loi

exact, et les députés ministériels doivent alors se sentir quelque peu embarrassés.

Il a mentionné le problème des garanties, qui est revenu sur le tapis dans de nombreuses interventions. Hier, le député de Niagara Falls (M. Young) nous a déclaré que nous ne pouvions pas intégrer de garanties demandant que toute la main-d'œuvre et tous les matériaux soient canadiens. Mon parti n'exige pas l'assurance que toutes les personnes travaillant au projet et tous les matériaux utilisés soient canadiens. Si l'on considère la situation actuelle, dans le monde, l'objet de nos inquiétudes crève les yeux. Il y a, naturellement, les emplois. Le Canada doit bénéficier de la toute première priorité pour les emplois qui y seront créés. Il faut que des Canadiens travaillent à la construction de ce pipe-line. Cela est primordial.

L'autre point est le suivant: quand nous parlons de garanties, il n'est pas question de concurrence injuste. Nous ne disons pas que les sociétés canadiennes, que ce soit Stelco, Ipsco ou quelqu'autre petite aciérie, devraient recevoir carte blanche pour rançonner le gouvernement, la société Foothills ou les autres fabricants ou entrepreneurs participant à ce projet. Nous voulons mettre en garde les Canadiens. D'autres pays produisent de l'acier, par exemple le Japon, l'Italie et l'Allemagne. Dans ces pays, la sidérurgie est fortement subventionnée par l'État. Par conséquent, nous pourrions aboutir à une fausse concurrence et à des soumissions extrêmement injustes dans le cas du pipe-line et des divers matériaux qui seront nécessaires à sa construction. Voilà l'objet de nos inquiétudes.

Nous ne demandons pas un traitement spécial pour les sociétés canadiennes pour qu'elles obtiennent un prix plus élevé dans leur contrat. Nous ne voulons pas que les travailleurs canadiens exigent des taux horaires exorbitants. Nous voulons que justice soit faite et qu'on surveille de près les soumissions présentées par des sociétés étrangères. C'est surtout cela que nous voulons. J'ai essayé de bien le préciser hier quand j'ai posé une question au député de Niagara Falls à la fin de son discours.

Nous nous préoccupons aussi beaucoup des effets sur l'environnement. J'ai bien des choses à dire à ce sujet, mais j'en parlerai plus tard. En outre, nous n'aimons pas que certains députés conservateurs et libéraux critiquent et condamnent le Nouveau parti démocratique en disant qu'il s'oppose au pipe-line et que, pour une raison quelconque, il est anti-américain. Ces critiques sont tout à fait erronées. Les membres du Nouveau parti démocratique ne sont pas anti-américains. Par ailleurs, quand le Canada conclut un accord avec le pays le plus riche du monde et qu'il épargne en même temps 6 milliards de dollars à ce pays parce qu'il ne sera plus nécessaire de liquéfier le gaz et de le transporter par conteneur jusqu'à la côte ouest des États-Unis, et quand le gouvernement prétend avoir négocié l'entente la plus avantageuse possible, je ne peux m'empêcher de me demander si c'est bien vrai.

Après les négociations, le 23 septembre 1977, M. Schlesinger, responsable de l'énergie aux États-Unis, a signalé que l'accord était particulièrement avantageux pour les États-Unis parce qu'il fixait un plafond à toutes les charges financières possibles des États-Unis, tout en créant de nouveaux stimulants pour la construction efficace d'une partie du projet qui devrait normalement relever exclusivement du gouvernement

canadien. Ce genre de déclaration me porte à penser que nous n'avons peut-être pas conclu une bonne affaire. De toute façon, nous ne nous opposons pas à ce que le gouvernement canadien collabore avec les États-Unis. Ce qui nous inquiète, ce sont les détails techniques du projet. Après tout, ce projet constitue la plus importante entreprise financière de toute l'histoire du Canada.

● (1652)

Que les libéraux ou les conservateurs sachent ou non leur histoire, nous savons ce qui s'est passé quand l'autre grand projet a été entrepris dans notre pays la fin du XIX^e siècle et la raclée que les Canadiens ont attrapée aux mains du CP. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est que nous ne voulons pas que la prochaine génération ou la suivante puisse dire que les hommes et femmes siégeant à la Chambre des communes en 1978 les ont trahies. Nous voulons empêcher que cela arrive. Nous voulons une entente juste et équitable avec Foothills et avec les investisseurs, et nous voulons que des salaires justes et équitables soient payés. Nous voulons que le pipe-line soit construit, mais nous voulons nous assurer qu'au moins la partie qui traversera le Canada comportera le maximum de contenu canadien et profitera aux Canadiens.

Il ne faut pas oublier, et je pense que bien des Canadiens ont actuellement l'impression qu'il s'agit d'une entreprise entièrement canadienne, que nous voulons approvisionner les consommateurs canadiens en gaz canadien provenant du Nord-Ouest. Je suis navisé par certains des appels téléphoniques que je reçois. J'aimerais dire clairement qu'au début, et peut-être pour les 20 prochaines années, ce projet sera essentiellement un projet américain, et non canadien. Le projet vise à transporter du gaz naturel américain aux États-Unis en passant par une partie du Canada. Nous leur offrons un service. Nous aurions dû adopter une position beaucoup plus ferme dans nos négociations avec M. Schlesinger et avec le gouvernement américain.

Il est intéressant de noter que depuis trois ou quatre ans, le prix que doit payer le consommateur, le propriétaire ou le locataire d'un appartement pour le gaz naturel a grimpé en flèche, et pourtant nous avons un excédent de gaz naturel dans notre pays. Les sources les plus fiables estiment que notre gaz naturel durera jusque dans les années 1990. Ce que nous faisons maintenant, c'est de permettre à du gaz naturel américain de passer par le Canada pour aller rejoindre les marchés américains. Je tiens à faire bien comprendre ceci. Si jamais nous avons besoin de gaz canadien, nous devons réétudier le raccordement de Dempster pour voir si nous construisons alors un pipe-line et nous assurer que nous pouvons approvisionner nos propres consommateurs en gaz canadien.

Il y a quelques instants, j'ai mentionné les aspects de ce gigantesque projet ayant trait à l'environnement. Par environnement, il faut entendre l'environnement physique ou naturel, et aussi l'environnement humain.

J'ai grandi dans le nord de l'Ontario. Ma famille habitait Sault-Sainte-Marie à l'époque du gros boom de l'uranium à Blind River, Elliot Lake, et au lac Lauzon. Et je me rappelle le terrible bouleversement socio-économique qu'a connu cette région. Le moment fut propice aux chevaliers d'industrie et aux escrocs et le prix des hot-dog passa de 10 à 25c. Les prostituées se mirent à faire le trottoir, les chauffeurs de taxi doublèrent leurs tarifs et les maisons mal famées surgirent un